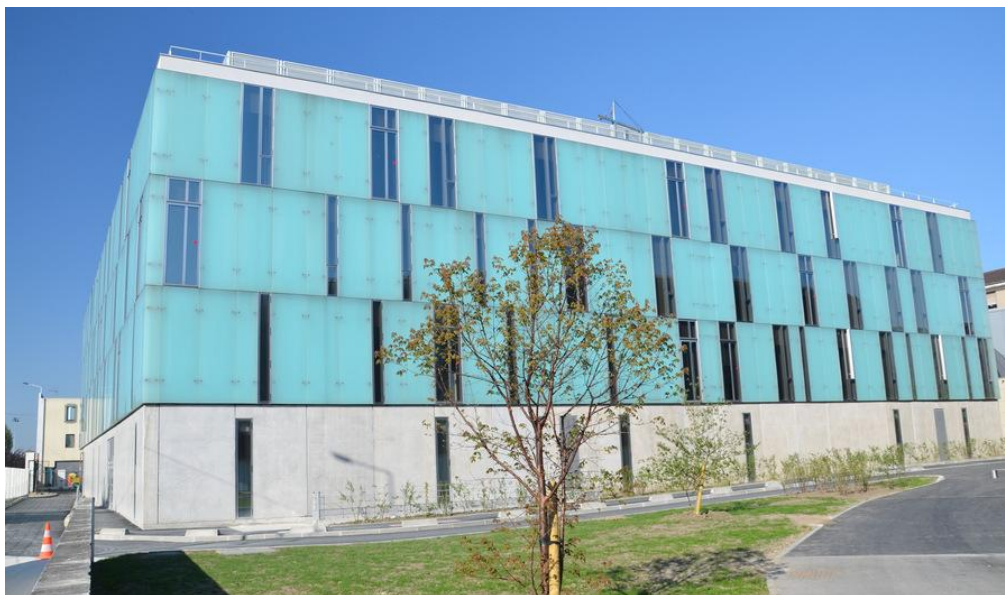


RESTRUCTURATION DU BLOC GENERAL ET CREATION DU BLOC AMBULATOIRE

HOPITAL AVICENNE DE BOBIGNY



LOT 01 : VESTIAIRES MODULAIRES TEMPORAIRES PHASE PRO/DCE

- Mareil-Marly, janvier 2026 –

Maîtrise d'œuvre : Architecte L.E.A Architectes 8 chemin des Groux de la Selle 78 750 MAREIL-MARLY	 LeA [®] LE GUYADER ENGINEERING ARCHITECTURE
Bureau d'Etudes TCE : CONFIANCE INGENIERIE 5 rue Louis Pasteur 62 200 CARVIN	 CONFIANCE INGENIERIE
OPC : MEL COORDINATION 4 villa des passe-crassanes 95 390 SAINT-PRIX	

Maîtrise d'ouvrage : Assistance Publique – Hôpitaux de Paris Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint Denis 125, rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY
Bureau de contrôle : CONTROLE G 11 rue Albert Einstein 77420 CHAMPS-SUR MARNE
CSPA :

	Rédigé par	
Nom	Thibault BROUILLAUD Chef de projet	
Date	09/01/26	
Rev1		
Rev2		
Rev3		

SOMMAIRE

1.	GENERALITES	5
1.1	Objet du présent lot	6
1.2	Normes et règlements.....	6
1.2.1	Liste des D.T.U. applicables au présent lot	7
1.2.2	Normes	7
1.2.3	Arrêtés et décrets.....	7
1.2.4	Certificat ACERMI	7
1.2.5	Compatibilité des épaisseurs	7
1.3	Documents fournis par l'entreprise	8
1.3.1	Dossier d'exécution des travaux	8
1.3.2	Dossier des ouvrages exécutés (DOE).....	8
1.4	Qualité des ouvrages et matériaux	9
1.4.1	Marques de produits.....	9
1.4.2	Spécifications particulières de pose du faux-plafond.....	9
1.4.3	Conditions de mise en œuvre des cloisons et doublages.....	9
1.5	Prescription technique d'exécution	10
1.5.1	Coordination.....	10
1.5.2	Approvisionnement - Stockage	10
1.5.3	Sujétions diverses.....	10
1.5.4	Echafaudages et protections.....	11
1.5.6	Echantillons	11
1.5.7	Essais.....	11
1.5.8	Documents à fournir avant la réception	11
1.5.9	Informations relatives à la pose	11
1.6	Limites de prestations	11
1.6.3	Avertissement sur la réception des ouvrages d'autres corps d'état.....	12
1.7	Nettoyage et protection	12
1.7.1	Nettoyage	12
1.7.2	Protection des ouvrages	12
1.7.3	Protections collectives	12
2.	DESCRIPTION DES OUVRAGES.....	14
2.1	Dépose / repose de la clôture existante	14
2.2	Clôture de chantier	14
2.3	Location de bungalows	15
2.3.1	Amené / repli.....	16
2.3.2	Bungalows standards 6 x 3m.....	16
2.3.3	Bungalows sanitaires.....	16
2.3.4	Escalier intérieur 1UP conforme ERT	16
2.3.5	Escalier extérieur 1UP conforme ERT	16
2.4	Equipements techniques	16
2.4.1	Installation CFO bungalows.....	16
2.4.2	Climatisation réversible.....	16

2.4.3	Chauffages d'appoint	17
2.4.4	Kitchenette salle de pause	17
2.5	SAS à façon pour liaison avec existant	17
2.6	Options.....	17
2.6.1	Location garde-corps toiture technique	17
2.6.2	Alarme	17

1. GENERALITES

Le présent descriptif a pour but de définir le programme de construction, le mode d'exécution et la mise en œuvre des matériaux, des travaux du lot : **VESTIAIRES MODULAIRES TEMPORAIRES** et de permettre aux entreprises consultées d'établir leur proposition, sans restriction ni réserve, pour :

**La restructuration du bloc général et la création du bloc ambulatoire
au sein du bâtiment Larrey D de l'Hôpital Avicenne de Bobigny**



L'entreprise titulaire du présent lot devra avoir la connaissance de la globalité du dossier de consultation pour ne rien ignorer des travaux qui lui incombent.

L'Entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance de l'existant et de ces abords, des conditions d'accès, des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité et par les prescriptions réglementaires en vigueur, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

Lors de l'étude du projet et avant la remise de son offre, l'entrepreneur doit prendre connaissance des plans, des lieux et des cahiers des charges des autres lots, notamment les dispositions communes à tous les lots, et tenir compte des exigences des clauses exposées dans les divers documents faisant l'objet du marché de travaux.

Les matériaux employés seront de premier choix et mis en œuvre suivant les règles de l'Art, et la réglementation applicable au moment de l'exécution des travaux.

L'entrepreneur devra la livraison des installations en parfait état de service.

1.1 Objet du présent lot

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans d'appel d'offres de la Maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'Entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du devis descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

1.2 Normes et règlements

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché et notamment :

- Le code de l'Urbanisme ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Les Règles de l'Art ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, les règles des D.T.U. ;
- Les Règles Professionnelles ;
- Eventuellement les ATEC, ATX ou ETN ;
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA) ;
- La Réglementation Thermique (RT 2012, RE 2020) ;
- Documents techniques COPREC n° 1 et n° 2 "Contrôle technique des ouvrages" publiés au supplément 82.51 Bis de Décembre 1982 du Moniteur ;
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- Le code du travail (livre 2) ;
- Le code général des collectivités territoriales (livre 2) ;
- Le code de l'environnement (partie législative) ;
- Les règlements de sécurité ;
- Les réglementations incendie ;
- Loi du 11 février 2005 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées ;
- Les prescriptions de la santé publique.
 - o Le règlement sanitaire duquel relève la ville où se situe le projet
- Les avis des Bâtiments De France ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales pour les travaux en marchés publics. Arrêté du 8 septembre 2009 ;
- Les attendus du permis de construire, déclaration préalable ou autorisation de travaux ;
- La notice de sécurité ;
- Les avis du coordonnateur de sécurité existants ou à venir ;
- Les avis et observations du contrôleur technique existants ou à venir.

Liste non exhaustive et non limitative.

1.2.1 Liste des D.T.U. applicables au présent lot

Liste des D.T.U. applicables au marché (y compris leurs modifications, additifs, amendements et erratums) :

- DTU 13 : Fondations (dallages)
- DTU 20 : Maçonnerie
- DTU 21 : Béton armé
- DTU 25 : Plâtrerie
- DTU 26 : Enduits, liants hydrauliques
- DTU 44 : Joints
- DTU 36 : Menuiserie
- DTU 35 : Ouvrages divers d'aménagement intérieur
- DTU 44 : Joints
- DTU 45 : Isolation thermique
- DTU 53 : Revêtements souples
- DTU 59 : Revêtements minces

1.2.2 Normes

- N.F.A. 36.401 Tôles minces en feuilles et en bobines.
- N.F.A. 36.321 Tôles en acier galvanisé.
- N.F.A. 34.301 Tôles en acier galvanisé prélaqué.
- N.F.A. 36.250 Tôles plaquées.
- N.F.A. 50.451 Aluminium et alliages laminés d'usage courant.
- N.F.A. 50.471 Bandes minces et feuilles.
- N.F.A. 91.102 Electro-zincage.
- NF P 68-203-1 Mise en œuvre des plafonds suspendus

1.2.3 Arrêtés et décrets

- Du 13.12.63 relatif aux mesures de sécurité concernant les échafaudages.
- Arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages
- 65/48 du 08.01.65 portant règlement d'administration publique concernant la sécurité des travailleurs et notamment dans le bâtiment et les travaux publics.

1.2.4 Certificat ACERMI

Les isolants doivent faire l'objet d'un CERTIFICAT DE QUALIFICATION ACERMI, concrétisé par une étiquette informative réglementaire.

1.2.5 Compatibilité des épaisseurs

Il est rappelé que les dimensionnements et les épaisseurs sur plans sont donnés qu'à titre indicatif. L'entreprise doit impérativement vérifier si les épaisseurs sont compatibles avec les performances à atteindre et les réglementations en vigueur. Elle ne pourra arguer une demande d'augmentation de prix après la remise de son offre. Les cotes définitives seront soumises à l'approbation des lots techniques et de l'architecte avant signature des marchés de travaux.

1.3 Documents fournis par l'entreprise

1.3.1 Dossier d'exécution des travaux

Contenu du dossier d'exécution

L'Entrepreneur doit établir le dossier d'exécution, qui comprend les documents suivants :

- Les plans de repérage et d'implantation des éléments de l'ouvrage,
- Les plans d'exécution, plans de calepinage,
- Les plans d'atelier et de chantier,
- Les notes de calculs,
- Les procès-verbaux d'essais d'étude et d'agrément,
- Les fiches techniques et C.C.P.U. des matériaux utilisés,
- La description des techniques particulières, hors normes, mises en œuvre pour respecter le Cahier des Charges.

Ce dossier est accompagné des échantillons requis. Les documents d'exécution doivent être établis et avoir été visés, préalablement à l'exécution. Après la signature du présent marché, l'Entrepreneur soumet à la Maîtrise d'Œuvre, pour approbation, la liste des documents d'exécution et le calendrier de production de ces documents. Ce calendrier est compatible avec le calendrier d'exécution, et tient compte des temps d'approbation et des éventuels allers-retours.

Plans d'exécution

Les plans d'exécution doivent définir à eux seuls complètement les formes et la constitution des ouvrages, de toutes leurs pièces et leurs assemblages. Ils comprennent les plans de repérage, les plans d'implantation et les plans de détails, chacun d'eux étant établi à une échelle appropriée.

L'ensemble des détails d'assemblages est représenté avec, pour chaque assemblage, la totalité des pièces dessinées à l'échelle ainsi que les éléments contigus mis en œuvre par d'autres lots. Les plans d'exécution sont établis à partir du dossier et des indications fournis par la Maîtrise d'Œuvre, en cohérence avec le tracé géométrique, la note de calculs et les procédures de fabrication et de montage. Ces plans sont exécutés conformément aux règles de l'Art, et comprennent notamment les indications suivantes :

- La nomenclature et le repérage complets des éléments représentés,
- Toutes les dimensions des éléments,
- Les surcharges admissibles sur les divers éléments ou zones,
- Toutes les sujétions de raccordement à l'interface avec d'autres corps d'état,
- Tous les percements, réservations ou trémies pour les passages de gaines, conduits, canalisations des autres corps d'état.

Visa du dossier d'exécution

L'Entrepreneur doit remettre le dossier d'exécution à la Maîtrise d'Œuvre. Ce dossier peut être remis par étapes, suivant un calendrier approuvé au préalable par la Maîtrise d'Œuvre à la condition qu'à chaque étape, les plans présentés soient cohérents et accompagnés des calculs et pièces justificatives correspondants.

1.3.2 Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

A l'issue du chantier, les plans, notes de calcul et fiches techniques doivent être complétés ou refaits de façon à être rendus conformes à l'exécution définitive. Le dossier des ouvrages exécutés comprend :

- Le dossier d'exécution mis à jour,
- Les notices d'utilisation, de réparation et de maintenance des ouvrages,
- Les fiches de contrôles et de la fabrication, du montage et des produits utilisés.

Ce dossier est diffusé conformément aux spécifications des pièces générales du marché. Rappel, la réception ne pourra se faire sans la réception des DOE.

1.4 Qualité des ouvrages et matériaux

Tous les matériaux utilisés devront toujours être de première qualité à l'exclusion de tout matériau déclassé ou de récupération. Lorsque les matériaux ou procédés auront donné lieu à un avis technique du CSTB ou de tout organisme agréé, ils devront en tout point répondre aux spécifications de cet avis.

Aucun élément ne devra présenter de défaut d'aspect, trous, fissures, plis, traces de chocs, rayures, différences de coloration, traces de salissures, déformations, corrosion.

Les assemblages seront parfaitement ajustés et soudés, les montants et les traverses bien alignés, sans jarrets, ni cassure, les congés éventuels bien réguliers et lissés.

Tous les ouvrages seront parfaitement exécutés, les assemblages bien faits. Les soudures devront être exécutées avec le minimum de reprise et provoquer la fusion totale sur l'épaisseur des bords, avec liaison parfaite de part et d'autre, sans collage, ni vide, ni soufflure, ni démaigrissement. Il sera dû le ragréage parfait des soudures, les perçages ou découpages au chalumeau devront être nets, sans reprise, sans fusion des arêtes, ni creux ou refouillement.

Les travaux de formage doivent être exécutés avec les précautions nécessaires pour que les déformations soient progressives et continues et qu'elles n'entraînent ni cassure, ni déchirure, ni réduction d'épaisseur.

Les travaux de cintrage à froid à la presse ne sont admis que pour les opérations entraînant des déformations d'ampleur limitée. Le rayon de courbure minimal en un point quelconque des pièces ne devra en aucun cas être inférieur à trois fois la valeur correspondant à l'essai de pliage à la réception en forge de la nuance d'acier utilisé. Le formage à chaud doit être effectué à une température appropriée à la nature du métal et tel qu'il ne subisse ni écrouissage, ni trempe susceptible d'altérer ses qualités et que soient évitées la formation de criques et la fragilisation du métal. Le travail de formage doit être terminé à une température suffisante. Tout élément présentant des défauts devra être séparé avant le montage et écarté, l'élément de remplacement devra provenir d'un même lot de fabrication.

1.4.1 Marques de produits

Les références à des marques dans le présent descriptif n'ont pas pour objet d'exclure d'autres fabrications qui leur seraient équivalentes et qui pourront être acceptées, si elles sont reconnues par le maître d'œuvre comme satisfaisant aux spécifications.

1.4.2 Spécifications particulières de pose du faux-plafond

L'ensemble des éléments constituant le faux-plafond devra être mis en œuvre avec le plus grand soin, en particulier des précautions sont à prendre pour tenir compte de la dilatation, tant des éléments de parement, que des profilés d'ossature.

Pour ce faire, des jeux nécessaires devront ménagés en tous points et éléments de raccords destinés aux rattrapages de jeux fournis et mis en œuvre judicieusement.

1.4.3 Conditions de mise en œuvre des cloisons et doublages

La mise en œuvre sera effectuée conformément aux prescriptions du fabricant.

L'entrepreneur prendra tous les renseignements utiles auprès notamment des titulaires des lots **plomberie, chauffage, électricité**, et autres lots suivants besoins, pour la mise en place des renforts nécessaires pour supporter les charges lourdes.

Toutes les cloisons devront être prévues toute hauteur de plancher brut à sous face de la dalle compris calfeutrement soigné de caractéristiques appropriés (feu, acoustique, ...), c'est-à-dire dans la hauteur du plénum au-dessus des faux-plafonds s'il y a lieu.

Les liaisons avec les ouvrages en œuvre au moment de la mise en place des éléments seront assurées et resteront sous la responsabilité du présent lot.

1.5 Prescription technique d'exécution

1.5.1 Coordination

L'entrepreneur doit assurer son intervention dans le respect du planning défini avec le pilote de l'opération. Il est tenu de remettre, dans les délais impartis, aux autres corps d'état, tous les documents nécessaires à l'exécution de leurs travaux, notamment :

- Prérequis,
- Réservations,
- Descentes de charges,
- Encombrement des matériels,

Etc. Il s'assurera aussi que les documents nécessaires à la réalisation de ses ouvrages lui sont transmis en temps utile, notamment pour les sujétions apportées par les prestations des autres corps d'état.

Il convient aussi de bien intégrer dans le planning des travaux tous les délais nécessaires aux démarches administratives et autorisations préalables à l'exécution des prestations.

1.5.2 Approvisionnement - Stockage

Le transport des matériaux à pied d'œuvre et leur manutention ne devra pas entraîner de déformation ni de dégradation risquant d'affecter la résistance ou l'esthétique des matériaux. Les huisseries métalliques devront être stockées sur des dispositifs appropriés évitant toute déformation et à l'abri des intempéries. Les portes seront stockées à plat, à l'abri des intempéries dans un local fermé suffisamment ventilé pour que les bois ne puissent s'altérer. Tous les frais en découlant sont à la charge du présent corps d'état.

Tous les ouvrages livrés finis doivent être protégés par un habillage plastique maintenu en parfait état jusqu'à la pose.

1.5.3 Sujétions diverses

Relevé des dimensions :

L'Entrepreneur du présent corps d'état sera tenu de relever sur place les dimensions exactes qui conditionnent la mise en fabrication de ses ouvrages.

Localisation des ouvrages :

L'entreprise devra se référer aux plans Architecte pour la localisation des ouvrages en phase étude. La localisation donnée au cours de ce descriptif n'est pas exhaustive.

1.5.4 Echafaudages et protections

L'entrepreneur devra faire son affaire de l'exécution des échafaudages fixes et protections d'usage nécessaires à la réalisation des travaux dus au titre de son lot.

Ces échafaudages fixes seront réalisés conformément à la réglementation en vigueur, à savoir, échafaudage de pied, plateaux de travail, soubassement plein, etc.

1.5.6 Echantillons

L'entreprise devra présenter les échantillons dans les 3 mois suivant l'obtention de son O.S. et ce dans un délai de 2 mois avant la date limite de commande aux fournisseurs.

1.5.7 Essais

Dans le cas où l'Entrepreneur envisagerait la mise en place d'éléments n'ayant pas fait l'objet d'un label de qualité ou relevant d'une fabrication non traditionnelle, le Maître d'Œuvre se réserve la faculté de faire exécuter des essais pour s'assurer de la qualité de ces ouvrages.

Tous les frais relatifs à ces essais, y compris la fourniture des unités supplémentaires pour essais, les transports, les frais de laboratoire, etc. sont dus par l'entreprise.

Ces essais seront effectués dans un laboratoire agréé, choisi par le Maître d'Œuvre.

1.5.8 Documents à fournir avant la réception

En fin de chantier, avant réception, l'entreprise devra fournir, en nombre d'exemplaire suffisant à la Maîtrise d'œuvre, l'ensemble de ses plans et détails conformes à l'exécution ainsi que les certificats des PV d'essais de tous les éléments ayant un classement au feu exigé.

1.5.9 Informations relatives à la pose

En aucun cas l'entreprise titulaire du présent corps d'état ne pourra utiliser des chutes ou des matériaux détériorés, fissurés ou impropre à la réalisation de ses ouvrages.

1.6 Limites de prestations

L'entreprise aura à prévoir la totalité des travaux nécessaires au parfait achèvement et fonctionnement de ses ouvrages, y compris la mise au point des interfaces avec les autres corps d'état, sur la base des exceptions de certains travaux qui seront réalisés par les autres corps d'état, et en particulier :

HORS MARCHE - Travaux à la charge de la MOA

- Evacuation EU/EP hors bâtiment
- Fourniture et pose du mobilier (casiers, salle de pause, bureau...)
- Raccordement et équipement CFA (téléphonie, internet, wifi, Contrôle d'accès...)

Travaux à la charge du LOT 05 : CVC/PB

- Fourniture alimentation ECS/EFS depuis Larrey D

Travaux à la charge du LOT 06 : CFO/CFA/SSI/équipements biomédicaux

- Fourniture alimentation CFO depuis Larrey D
- Fourniture, pose et mise en service installation SSI pour intégration SSI bâtiment Larrey.

1.6.3 Avertissement sur la réception des ouvrages d'autres corps d'état

L'entrepreneur du présent lot devra fournir aux entreprises intéressées, suivant le planning général des travaux, toutes les informations nécessaires pour la bonne définition des supports de ses ouvrages. Dans le cas de retard de production de ces informations, les conséquences financières en découlant seront imputées au présent lot.

L'entrepreneur du présent lot sera tenu, avant toute exécution, de vérifier les niveaux, la planéité, l'état de propreté des sols et de signaler par écrit à l'Architecte les imperfections éventuellement constatées. Il réceptionnera les supports au fur et à mesure de leur exécution. Sans remarques de sa part, transmise une semaine avant le démarrage de ses ouvrages, il prendra à sa charge toutes les sujétions nécessaires afin que ses propres travaux soient réalisés dans les règles de l'art.

1.7 Nettoyage et protection

1.7.1 Nettoyage

L'entrepreneur du présent corps d'état doit le nettoyage, le balayage des locaux, la sortie et l'évacuation de ses gravois au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux. Il doit livrer les planchers en parfait état de propreté, exempts de toutes traces de colle, de plâtre.

Toutes projections sur les parois verticales, sur menuiseries, doivent être soigneusement brossées.

Quelles que soient les précautions adoptées durant les travaux, il sera procédé par l'entreprise à un contrôle des ouvrages posés.

Les revêtements seront parfaitement nettoyés après l'exécution et quand l'ordre en sera donné par l'Architecte. Toutes les précautions seront prises vis à vis des ouvrages des autres corps d'état.

Avant peinture ou pose de revêtement de finitions, il sera procédé à un contrôle des ouvrages. Les éléments détériorés seront refusés. L'entreprise du présent corps d'état fera immédiatement les changements ou reprises nécessaires pour la remise en état des ouvrages à ses frais et avant toute recherche de responsabilité.

En aucun cas, il ne sera toléré des éléments détériorés.

L'entrepreneur du présent corps d'état est responsable d'une livraison de ses ouvrages en parfait état de propreté, sans tâche ni détérioration.

1.7.2 Protection des ouvrages

L'entrepreneur du présent corps d'état est responsable jusqu'à la mise à disposition de la protection de ses ouvrages, à cet effet, il devra entre autres :

- Protéger les arêtes et parements exposés
- Protéger les revêtements et peintures
- Donner par écrit toutes les consignes nécessaires au MOA pour la bonne utilisation des locaux mis à disposition.
- Veiller alerter si besoin en cas de mauvais usage ou de risque lié à l'utilisation des bungalows et accès.

1.7.3 Protections collectives

Chaque entrepreneur est soumis à l'application de la réglementation concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur les chantiers BTP.

L'entrepreneur aura la responsabilité d'assurer une bonne mise en application des principes généraux de prévention en concertation avec les autres intervenants responsables : Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, coordonnateur SPS (article L4121 du Code du Travail)

Il devra respecter l'ensemble des textes réglementaires et législatifs et notamment :

- La loi n° 93.1418 du 31 Décembre 1993 complétée par ses textes et circulaires d'application

- Le Décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994 complété par le Décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003
- Les recommandations et les directives émanant du Code du Travail, de l'Inspection du Travail, du Médecin du travail, ainsi que des organismes partenaires de la prévention : CRAM, OPPBTP, INRS, règles et législation locales, etc.

Chaque entrepreneur doit apprécier et inclure dans son offre le coût des prestations, ouvrages et mesures de prévention et protection collectives imposées par les textes généraux susvisés, ou définis explicitement ou implicitement dans le Plan Général de Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé.

2. DESCRIPTION DES OUVRAGES

L'installation des vestiaires temporaires objet du présent lot est à destination du personnel des blocs opératoires pour permettre les travaux de restructuration intérieurs. Les éléments modulaires seront positionnés sur un ou deux niveaux RDC et R+1, sur la voie pompier entre la rue Marcel CACHIN et le bâtiment Larrey D (cf. plan PRO 18 – Installations de chantier). Pour l'implantation définitive, un retrait supérieur à 2m est à prévoir par rapport à la façade existante.

A minima, les locaux comprendront :

- Vestiaires femmes – 52 m² – (214 casiers)
- Vestiaires hommes – 38 m² – (120 casiers)
- Sanitaires femmes – 2WC/2 douches
- Sanitaires hommes – 2WC/2 douches
- Bureau
- Salle de pause - 34m² environ
- SAS de liaison
- Escalier extérieur
- Escalier intérieur « propre »

Les accès se feront au RDC et au R+1 depuis l'extérieur par des sas sous contrôle d'accès (hors lot). De même les issues de secours devront être sous alarme.

Conformément aux autorisations administratives déposées, les vestiaires sont une extension temporaire du bâtiment Larrey D et doivent donc être conforme aux réglementations incendie en vigueur. L'implantation définitive tiendra compte des issues de secours et prises d'air existantes.

Le titulaire prévoira dans son offre la réception des locaux une fois mis en place et équipés avant prise de possession par le personnel.

L'entrepreneur devra prendre à sa charge toutes les autorisations et frais de voiries nécessaires à l'implantation des bungalows, et clôtures de chantier.

Position et nombres d'IS sont soumis à validation définitive des effectifs par le MOA.

2.1 Dépose / repose de la clôture existante

Le titulaire du présent lot devra la dépose soignée des grilles et poteaux formant la clôture actuelle de l'hôpital vis-à-vis de la rue Marcel CACHIN préalablement à la mise en place des bungalows, le stockage pendant toute la durée d'occupation et la remise en place après évacuation des bungalows. Ce sur la longueur jugée nécessaire par le titulaire à la mise en place du bâtiment temporaire.

Localisation : selon plan architectes

Prix : ml

2.2 Clôture de chantier

Le titulaire du présent lot devra la sécurisation du site dès la dépose de la grille (§2.1) par la fourniture, la mise en place et le retrait en fin de chantier, d'une clôture de chantier opaque, hauteur minimum 2m, de type M800 des Ets. HERAS ou équivalent.

Sont compris :

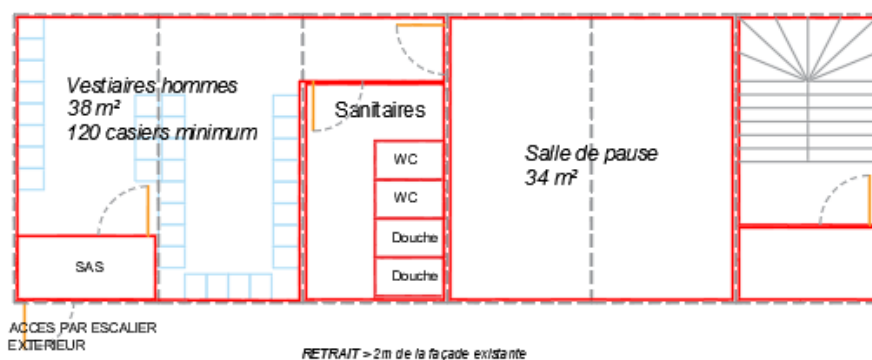
- Tout accessoires de fixations, encrages, renforts, contreventements nécessaires au maintien en place des panneaux sur le domaine public à proximité du passage des véhicules,
- Le maintien, l'entretien et le remaniement de ces barrières durant la totalité de la durée du chantier et les ajustements à la demande de la Moe ou du CSPS,
- La pose de panneaux de signalisation routière « interdit au public », « port du casque », « sortie de camions », etc... suivant les prescriptions du coordonnateur SPS ;
- toute sujétions de mise en œuvre ou travaux nécessaires à la remise en état en fin de chantier.

Localisation : selon plans architectes et proposition de bungalows

Prix : ml

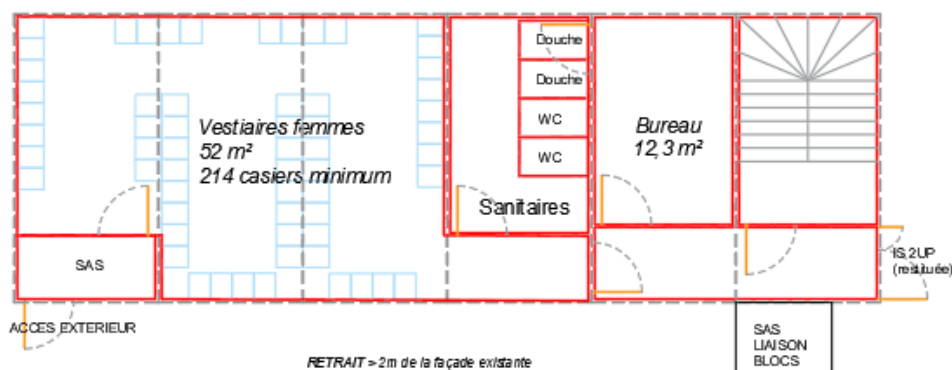
2.3 Location de bungalows

Disposition schématique envisagée



R+1

Larrey D



RDC

Larrey D

2.3.1 Amené / repli

Le titulaire devra l'acheminement sur site, la mise en place, la mise en fonctionnement, le démontage et le retrait de l'ensemble des bungalows nécessaires pour abriter les locaux listés plus haut.

L'offre comprendra l'ensemble des autorisations d'occupation de voirie, PV ou visite de contrôle / conformité nécessaires.

Y compris tout ouvrage temporaire (matériaux et mains d'œuvre) nécessaire à l'implantation des bungalows préfabriqués, à l'accès des personnels, à assurer la protection des bungalows dans le cadre d'un usage normal.

Prix : ens

2.3.2 Bungalows standards 6 x 3m

Localisation : selon plans architectes et proposition titulaire

Prix : U/mois

2.3.3 Bungalows sanitaires

Localisation : selon plans architectes et proposition titulaire

Prix : U/mois

2.3.4 Escalier intérieur 1UP conforme ERT

Localisation : selon plans architectes et proposition titulaire

Prix : U/mois

2.3.5 Escalier extérieur 1UP conforme ERT

Localisation : selon plans architectes et proposition titulaire

Prix : U/mois

2.4 Equipements techniques

2.4.1 Installation CFO bungalows

Déploiement et mise en service des éclairages, alimentations spécifiques d'équipements (frigo, kitchenette, micro-onde, radiateur...), PC en nombre suffisant, dans l'ensemble des locaux, conformément à la réglementation. Armoire de protection spécifique à la charge du présent lot, à raccorder sur attente fournie par lot CFO/CFA. Les visites réglementaires de vérifications de l'installation sont à la charge du présent lot.

Y compris éclairage sas de liaison.

Localisation : selon plans architectes et proposition titulaire

Prix : ens

2.4.2 Climatisation réversible

Le titulaire inclura dans son offre les équipements nécessaires à réguler la température dans les locaux principaux.

Objectifs à garantir :

- Bureaux : été +26°C et - 5°C par rapport à la température extérieure jusqu'à +35°C,

- Autres locaux rafraichis : été +26°C et - 5°C par rapport à la température extérieure jusqu'à +35°C,
- En hiver : 20°C.

Localisation : bureau, vestiaires, salle de pause

Prix : U/mois

2.4.3 Chauffages d'appoint

Localisation : sanitaires

Prix : U/mois

2.4.4 Kitchenette salle de pause

Fourniture et mise en service d'une kitchenette comprenant à minima :

- Point d'eau ECS/EFS type évier y compris robinetterie et évacuation
- Plaques de cuissons sur plan de travail
- Placards bas d'entretien sous évier

Localisation : salle de pause

Prix : U/mois

2.5 SAS à façon pour liaison avec existant

Pour la jonction en RDC avec le bâtiment Larrey D, le titulaire prévoira la fourniture, mise en place et le retrait d'un sas de liaison ayant les caractéristiques suivantes :

- Positionnement entre les bungalows et l'IS immédiatement à proximité du bloc 8
- Ne doit pas impacter la prise d'air venant du sous-sol à proximité de la porte
- Assure la continuité hors d'eau/hors d'air entre les bungalows et la zone CPI blocs
- Les parois sol/murs/plafonds devront être traitées afin d'assurer la circulation du personnel des blocs en tenue.

Y compris les adaptations éventuelles temporaires à faire sur la porte existante et la remise en état en fin de chantier.

Localisation : selon plan architectes

Prix : ml

2.6 Options

2.6.1 Location garde-corps toiture technique

Le titulaire proposera en option, la mise en œuvre de garde-corps techniques en périphérie des toitures des bungalows accessibles.

Localisation : selon proposition titulaire

Prix : U

2.6.2 Alarme

Le titulaire proposera en option, le déploiement et la mise en service d'un système d'alarme anti-intrusion pour l'ensemble du bâtiment temporaire.

Localisation : selon proposition titulaire

Prix : U

Fin du document